

DIDIER MAURIN FINANCE

Siège social

72 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris
Tél. +33 1 40 07 82 89

www.didiermaurinformance.fr

Services administratifs

60 boulevard de La Rochelle
55000 Bar-le-Duc
Tél. : +33 3 29 70 61 61

info@didiermaurinformance.fr



LETTRE FINANCIÈRE n°85

- Mars 2012 -

Comme le disent beaucoup de grands philosophes, "l'Etat est le plus froid des monstres froids", et ce monstre, assoiffé de charges et d'impôts, pour qui nous travaillons les deux tiers de l'année, continue à faire des déficits par dizaines de milliards supplémentaires alors même qu'il n'arrive plus à rembourser les 1 700 qu'il a déjà accumulés.

Mieux, son futur représentant, quel qu'il soit, a d'ores et déjà prévu une surtaxation de plus (40 milliards pour la droite, 50 milliards pour la gauche) car nos politiciens vivent dans une bulle et semblent (ou veulent) ignorer qu'un pays moderne se doit d'être compétitif et attractif au XXI^{ème} siècle, en pleine mondialisation.

Il faut attirer et retenir les capitaux et les entreprises en France si nous voulons créer richesse et emploi, mais à l'exception des discours politiques, tel ne semble pas être l'objectif dans notre pays.

Actuellement, nos confrères avocats d'affaires, notamment ceux présents à Londres et à Genève, nous expliquent qu'ils sont sollicités par de plus en plus de

chefs d'entreprises et de grandes fortunes qui souhaitent éventuellement quitter le pays, car ils pensent d'ores et déjà que quel que soit le résultat des élections, ils seront maltraités et non respectés pendant les cinq années qui viennent !

Par ailleurs, il ne serait pas surprenant que dans les mois qui suivront la Présidentielle, de nombreux problèmes politiques et sociaux aient lieu dans notre pays, car il faut vous en convaincre, le "modèle français" de l'Etat à outrance, à la fois assoiffé d'impôts mais en faillite, et incapable de financer nos retraites à long terme et d'empêcher les délocalisations ou les localisations directes à l'étranger, a **vécu**.

Tôt ou tard, c'est à une baisse massive de la fiscalité à laquelle il faut vous attendre, comme celle qu'ont réalisée les Allemands il y a dix ans pour en arriver au résultat actuel, et il va de soit qu'il **vous faut vous constituer un patrimoine important si vous souhaitez profiter plus tard d'une retraite très décente**, car toute forme d'État-providence va disparaître.

En attendant, continuez à vendre vos contrats d'assurance-vie en euros rapportant 3 % environ car ils sont gorgés d'emprunts français, italiens, grecs, portugais, espagnols, etc. sur lesquels porte toujours un risque, même si la Banque Centrale Européenne commence à réaliser certaines actions en faveur des États européens (voir à ce sujet notre précédente lettre financière).

Actuellement par exemple, la Grèce est obligée d'emprunter à un taux de 29 %, sa croissance est de -6 % par an, et elle a d'ores et déjà prévenu que 100 milliards de ses obligations d'Etat "**à taux garantis**" ne seront jamais remboursés.

Or, dans quels types de contrats croyez-vous que ces 100 milliards d'obligations ont été "casés" ? Le tout en sachant par ailleurs que prochainement, le Portugal pourrait connaître de grandes difficultés.

Si les choses tournent mal, préparez-vous aussi à un blocage de vos comptes en France par l'Etat français, comme cela avait déjà eu lieu en mai 68 où il n'était pas possible de retirer plus de 500 Francs par mois d'un livret A à la Caisse d'Epargne.

Vous comprenez pourquoi nous continuons à retenir le Luxembourg comme l'une des grandes destinations pour votre épargne, un pays dans lequel nous réalisons maintenant des comptes bancaires avec cartes bleues et des contrats d'assurance-vie sur-mesure pour des patrimoines dépassant 2.500.000€, ces contrats

permettant de pratiquement tout y mettre avec une fiscalité et des avantages financiers particulièrement intéressants.

Si vous possédez aussi quelque part de l'argent non déclaré, votre situation risque de devenir d'autant plus délicate que l'évolution des paradis fiscaux ne préserve plus un secret bancaire absolu comme c'était le cas auparavant, mais privilégie désormais une optimisation fiscale en toute transparence dans le cadre du droit européen.

Vous vous en apercevrez dans les années à venir, cette évolution des paradis fiscaux va être encore bien plus préjudiciable pour la France, surtout si notre pays refuse de s'adapter aux normes de la fiscalité internationale.

Nous collaborons donc avec des avocats fiscalistes pouvant vous aider à régulariser votre situation avec Bercy.

Concernant votre patrimoine, continuez à **privilégier l'immobilier s'il possède un haut rendement locatif**, notamment à crédit pour cause d'inflation (voir article), et **les actions qui semblent maintenant remonter avec la reprise économique américaine**.

Quant à l'or, il doit également faire partie de vos actifs, mais n'oubliez pas que c'est aujourd'hui une valeur de "trading", à savoir qu'il faut souvent acheter et revendre, comme c'est le cas avec les actions. L'or a subi 15 ans de crise pour arriver à un prix de 300 dollars l'once. L'été dernier, il cotait 1900 dollars l'once pour un prix actuel de 1700. Avec les actions, il n'est pas impossible qu'un parcours semblable puisse arriver...

Enfin, pour répondre à certaines interrogations d'un certain nombre de nos clients, voici quelques réflexions. Tout d'abord, et contrairement à une certaine démagogie politique, les agences de notation ne font pas leur travail convenablement, effectivement, mais nous, nous l'affirmons dans le sens inverse, à savoir qu'un pays comme la France aurait dû perdre son triple A depuis très longtemps.

"AAA", c'est 20 sur 20, une note destinée à des pays à forte croissance et très faiblement endettés, une note à laquelle ne peut prétendre la France. Le "mauvais travail" des agences de notation vient du fait qu'elles ne sont pas assez sévères et

sont encore trop proches des politiques. En effet, un bon professeur restera toujours celui qui donne une mauvaise note à un mauvais élève !

Par ailleurs, concernant la spéculation sur les marchés financiers capitalistes internationaux, s'il est bien évident qu'il y a eu et qu'il y a encore des dérives, car un trader est aussi isolé dans sa salle de marchés qu'un politicien dans son 8^{ème} arrondissement parisien, sachez que 6 % des capitaux qui fluctuent à toute vitesse à travers la planète s'investissent dans l'économie réelle.


C'est peu croyez-vous ?

En fait, c'est énorme, car avec 10 000 milliards de dollars de transactions journalières, ce sont 600 milliards de dollars qui s'investissent chaque jour dans des tas d'entreprises à travers le monde générant des millions d'emplois.

Souhaitons que demain ces capitaux fluctuants passent à 100 000 milliards de dollars par jour, car cela donnera 6 000 milliards d'investissements journaliers réels dans le monde et la fin du chômage !

En fait, force est de constater que la mentalité française actuelle est peu adaptée pour aborder les questions de l'économie moderne et ses problèmes car, comme le soulignent les philosophes, les marchés, c'est nous, avec nos consommations et nos investissements, et si vous y regardez d'un peu plus près, les marchés souhaitent très souvent la même chose que les peuples.

Naturellement, cela restera entre nous !!!...

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by the letters 'DM'.

Didier MAURIN

La présente note d'information, en tenant compte des différentes tendances qui s'expriment dans le monde de l'économie ou dans la presse financière, a pour but de vous informer et de vous faire partager mon analyse financière personnelle afin de vous permettre de faire vos choix et de prendre vos décisions dans les meilleures conditions possibles. Gardez toutefois présent à l'esprit que les marchés financiers sont susceptibles de fluctuer à la hausse comme à la baisse, que les performances passées ne préjugent pas des performances à venir, et qu'il n'est donc pas prudent ni raisonnable de concevoir un investissement sur les marchés financiers et immobiliers comme un placement à court terme et/ou sans risque. N'omettez pas en outre de considérer qu'il importe de diversifier votre patrimoine en tenant compte tout à la fois de vos propres objectifs et de la conjoncture du moment.

Les comptes délirants de M. Létat

Le banquier n'en revenait pas. Son interlocuteur voulait lui emprunter chaque mois 1.200 euros par mois, alors qu'il en gagne 2.500 !

Je vais trop vite. Commençons par le début. Je suis allé à la banque la semaine dernière. La salle d'attente était pleine. En attendant mon tour, j'ai pu écouter une incroyable conversation. Les personnages étaient pourtant ordinaires. Le banquier qui me faisait face était habillé comme un banquier. Son client, un homme d'un certain âge qui me tournait le dos, était vêtu d'une manière quelconque. Mais son propos, lui, n'était pas banal.

-Bonjour, je m'appelle M. Létat.

Je veux vous emprunter de l'argent.

-Nous sommes là pour ça, répondit le banquier, heureux de montrer que sa profession avait encore sa raison d'être. Combien voulez-vous ?

-Je gagne 2.500 euros par mois mais je dépense 3.000 euros (1), expliqua l'homme, visiblement soulagé de la bienveillance de l'homme d'argent. Le banquier commença à sentir un léger malaise. Ca faisait tout de même beaucoup. Il se força néanmoins à sourire :

-Tiens, vous êtes exactement dans la moyenne ! Il y a la moitié des foyers français qui gagnent plus, l'autre moins, vous saviez ? Mais je dois avouer que votre demande sort un peu de l'ordinaire. Vous voulez m'emprunter 500 euros par mois ? Nous allons devoir examiner ça de près. Est-ce que...

-Non, vous n'y êtes pas du tout, fit l'autre, un peu gêné. Vous devez me prêter chaque mois non seulement 500 euros pour vivre, mais aussi 700 euros pour rembourser. Vous comprenez, ce n'est pas la première fois que j'emprunte. J'ai déjà fait le tour de tous vos concurrents, depuis des années et des années. Il faut bien que je les rembourse. Si je compte bien, 500 plus 700, ça fait 1.200 euros par mois.



LA CHRONIQUE
DE JEAN-MARC VITTORI

Avant, j'empruntais seulement pour investir. Mais je n'ai plus assez d'argent pour ça. Mon train de vie me coûte bien trop cher.

-Excusez-moi, M. Létat, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris. Vous gagnez 2.500 euros par mois et vous voulez emprunter 1.200 euros ? Autrement dit, vous dépensez moitié plus que vous ne gagnez ?

-C'est exactement ça, répliqua le client, satisfait d'avoir trouvé quelqu'un qui calculait si bien son cas. Et je vous demanderai parfois de l'argent d'un jour sur l'autre, mais ça ne devrait pas vous poser de problème, je suppose que vous avez l'habitude.

-Vous devez faire de gros investissements ?

-Ah non, pas du tout, avoua l'autre d'une voix lasse. Avant, j'empruntais seulement pour investir. Mais je n'ai plus assez d'argent pour ça. Mon train de vie me coûte bien trop cher.

Mes investissements ne font hélas qu'une petite partie de mon déficit.

-Et vous n'avez jamais songé à réduire votre train de vie ?

- Je me fais aider, mais c'est compliqué. Un ami hollandais rêve de me faire dépenser davantage. Un autre ami d'origine hongroise, que j'ai beaucoup écouté ces dernières années, m'a fait geler les dépenses et baisser mon revenu. Maintenant que c'est plus dur, il veut que je gagne plus et il ne sait pas quelles dépenses je pourrais réduire.

Le banquier était à bout.

-Et pour compléter le tableau, je suppose que vous avez un emploi précaire que vous pouvez perdre du jour au lendemain ?

Pour la première fois, M. Létat s'emporta.

- Ce n'est absolument pas vrai ! Je fournis des services en tout genre depuis des siècles, et mes clients n'ont pas le choix. Soit ils paient, soit ils quittent le pays. Ils ont d'ailleurs un nom difficile, que j'ai du mal à retenir. Des cons, des cons... Ah, ça me revient ! Des contribuables.

(1) Ce chiffre est calculé en appliquant le rapport entre les dépenses publiques de l'Etat et ses recettes à un revenu mensuel de 2.500 euros. La même méthode a été employée pour les chiffres suivants, aux arrondis près.

Les marchés sont-ils bêtes et méchants ?

La dénonciation de la finance est à coup sûr à la mode. Elle donne lieu à de multiples amalgames. Cette diabolisation est détestable. Si les financiers quittent la France, qui financera les entreprises, l'économie ? De même, si l'on fait fuir les riches, qui créera des PME, les nombreuses entreprises de taille intermédiaire que François Hollande appelle de ses vœux ? Tout cela est affligeant.

C'est le titre de la couverture de « Philosophie Magazine ». Un dossier, de qualité, intéressant, argumenté est publié dans cette revue. La forme interrogative et le point d'exclamation étaient superflus car c'est un dossier à charge ; pour les rédacteurs du dossier, il n'y a pas de doute : les marchés sont bêtes et méchants. Quels marchés ? Les marchés financiers. Quels marchés financiers ? Tous. Sans distinction. Le diable n'est plus dans les détails, le diable c'est le « Marché financier ». C'est quoi le « Marché financier » ? Un monstre sans visage, ou plutôt un monde composé de traders vampires sans foi ni loi dont le seul

Point de vue



Par
MARC FIORENTINO
Monfinancier.com

une dette financée... par le marché ! La finance est-elle responsable du fait que la Grèce ait institutionnalisé la corruption et la fraude fiscale ? La finance est-elle responsable de la faillite du modèle social à la française qui repose sur l'endettement de l'État ?

Je cite souvent le sketch de Fernand Raynaud. « Moi j'aime pas les étrangers... Ils mangent le pain des Français. » L'étranger est parti. Le problème c'est... que c'était le boulanger. François Hollande et les élites politiquement correctes nous jouent une adaptation moderne de ce sketch : « Moi j'aime pas les financiers... Ils volent l'argent des Français. » Les financiers qui sont encore en

objectif est de mettre le monde à feu et à sang pour pouvoir gagner de l'argent. Pour que les arguments portent, l'amalgame est la règle : les millions de ménages français qui possèdent des PEA, des assurances-vie, et même des livrets A sont le « Marché financier », les investisseurs qui financent les entreprises, les investisseurs qui prêtent aux États qui se sont trop endettés, tous coupables. Tous sont assimilés aux gérants de fonds spéculatifs et aux utilisateurs du trading à haute fréquence. On ne dénonce pas la spéculation, on dénonce le « Marché financier ». C'est plus simple.

François Hollande va même plus loin. Il veut faire la guerre au monde de la finance. Pas à la spéculation, même pas au marché financier qui est bête et méchant. Non. À toute la finance. Là encore aucune distinction entre le conseiller en gestion de patrimoine indépendant qui fait son travail de proximité en région et le trader fou d'un hedge fund domicilié aux îles Caïmans. Tous dans le même bateau. Ou plutôt tous dans des charters pour Londres qui a compris sa chance d'ailleurs et ouvre à nouveau les bras à tous les talents de la « finance ».

Je déteste les amalgames.
Je déteste la diabolisation.
Je déteste la chasse aux sorcières.

Y a-t-il eu des excès sur les marchés financiers? Bien sûr. Des excès qu'aucun gouvernement de gauche comme de droite n'a cru bon de contrôler. Le trading à haute fréquence est-il une dérive dangereuse du système? Oui. Il doit être interdit. Les produits ultra-spéculatifs sont-ils à mettre dans toutes les mains? Non bien sûr. Certains doivent être interdits, d'autres réglementés sévèrement. Mais doit-on condamner la « finance », les « marchés financiers » en général pour quelques moutons noirs?

La finance est-elle responsable du fait que les gouvernements français successifs ont accumulé 1.700 milliards d'euros de dettes,

Je déteste les
amalgames.
Je déteste la
diabolisation.
Je déteste la chasse
aux sorcières.

France vont partir... Mais qui va financer la dette française? Qui financera les entreprises? Qui financera l'économie?... L'État? En prenant l'argent des riches?

« Moi j'aime pas les riches... Ils volent l'argent des pauvres. » Les riches qui sont encore en France vont partir ou vont se mettre aux RTT, travailler du mardi au jeudi. Mais qui créera des PME ou des entreprises de taille intermédiaire qui sont les seules à créer des emplois? L'État?... Tout cela est affligeant.

À l'heure où l'Allemagne prône le consensus social, tous les camps politiques en France prônent le clivage. Et la diabolisation. Salauds de patrons, même s'ils ont cinq employés et ne font pas partie du CAC 40, salauds de riches, même si l'on gagne 4.000 euros par mois, salauds de financiers, même quand on ne fait que financer l'économie.

Nous revoilà en 1981, voire en 1789. Il faut dire que le dernier gouvernement a donné une image caricaturale de l'entreprise, de la réussite et de l'argent. Ce n'est donc que justice. Égalité, égalité, égalité. Tout cela rimera avec médiocrité. Dans un monde tiré vers le haut, nous avons choisi de niveler par le bas.

Les banques suisses pourraient avoir à vérifier le statut fiscal des dépôts étrangers

Les banques suisses pourraient se voir contraintes de vérifier le statut fiscal des avoirs étrangers qu'elles détiennent en vertu d'un plan « argent propre » proposé par la présidente du pays, Eveline Widmer-Schlumpf, indique dimanche le « Sonntags Zeitung ». Selon ce journal, ce plan imposerait aux banques de vérifier les cas suspects d'évasion fiscale pour s'assurer qu'elles sont en conformité avec la loi. Cette proposition sera soumise mercredi aux autres ministres du Conseil fédéral, l'exécutif de la Confédération, ajoute le journal. Les relations entre la Suisse et les Etats-Unis sont particulièrement tendues depuis plusieurs mois alors que les autorités américaines enquêtent sur 11 banques helvétiques dans le cadre d'une offensive contre l'évasion fiscale. Cette enquête a déjà provoqué le sabordage de Wegelin, la plus vieille banque suisse.

L'AVIS

DE STEPHANIE KRETZ

ECONOMISTE CHEZ

LOMBARD ODIER



Depuis 2007, l'or a dégagé un rendement moyen de 21 % par an

Même si le prix de l'or a reflué par rapport à son plus haut de plus de 1.900 dollars l'once en septembre 2011, il reste cher. *« Chercher à le valoriser n'a pourtant aucun sens, d'autant que l'or lui-même a été la monnaie de référence pendant plus d'un siècle. Il n'y a pas de preuve scientifique d'un lien entre la valeur du métal jaune et d'autres classes d'actifs ou avec des variables macroéconomiques. Par contre, nous disposons de preuves empiriques des réactions de l'or à des événements spécifiques, comme les crises financières mondiales ou les épisodes extrêmes de déflation ou d'hyper-inflation »*, commente Stéphanie Kretz, économiste chez Lombard Odier.

« En effet, en période de crise bancaire mondiale ou d'effondrement des systèmes financiers, l'or fait mieux que les autres classes d'actifs. Durant cinq

crises majeures répertoriées de 1920 à aujourd'hui, incluant la Grande Dépression en 1929 ou la crise des prêts hypothécaires à risque ("subprimes") depuis 2007, l'or a dégagé un spectaculaire rendement réel moyen annualisé de 21 % », souligne-t-elle.

« Par conséquent, dans un environnement où le système bancaire est au bord de l'effondrement, où les banques centrales font tourner la planche à billets, et où l'on s'attend à une croissance largement inférieure à la tendance tout en redoutant une spirale de déflation par la dette, l'or est appelé à protéger les portefeuilles contre les pires désastres », ajoute-t-elle. *« Même s'il est élevé, le prix actuel de l'or n'exclut donc pas de nouvelles hausses et de nouveaux sommets dans les années à venir »*, conclut-elle.

RENCONTRE AVEC...

Martin Naville, directeur de la Swiss-American Chamber of Commerce, à Genève

« La Suisse est en conflit avec ses cinq principaux partenaires commerciaux »

La crise entre la Suisse et les Etats-Unis est-elle pire qu'en 2008 ?

Elle n'est pas pire, mais pas non plus meilleure.

Les risques sont élevés. En cas d'escalade, les dommages seraient importants. Ils pourraient s'étendre aux échanges commerciaux. Cela dit, les deux parties ont intérêt à trouver un accord.

La Suisse était en 2010 le premier investisseur étranger outre-Atlantique et représente ses intérêts diplomatiques en Iran et à Cuba.

Comme l'a dit un diplomate américain : *« Nous aimons la Suisse, mais qu'elle cesse de protéger nos criminels. »*

N'y a-t-il pas un acharnement contre la Suisse ?

Non. Le fisc américain dispose simplement de beaucoup d'informations sur les banques du pays, collectées par le biais de fraudeurs inquiétés par la justice aux Etats-Unis.

Quelle est la source de ce conflit ?

Il naît de divergences de vues sur la fiscalité.

Pour les banques, l'impôt concerne le citoyen et son Etat. Outre-Atlantique, on considère qu'aider l'évasion ou la fraude fiscale est un crime. La Confédération veut appliquer sa stratégie de l'argent propre, mais il faut d'abord régler le passé.

Ce passé est très récent pour certaines banques...

C'est vrai, il y a eu des comportements qui seront sanctionnés, comme dans l'affaire UBS. Et si la rumeur de 10 milliards de dollars de sanction véhiculée par la presse est farfelue, la Suisse ne s'en sortira pas avec quelques centaines de millions. Certaines banques vont devoir fortement s'adapter, car le secret bancaire sur les questions fiscales est terminé. Avec les Etats-Unis, c'est certain. Avec l'Europe, c'est une question de temps. La Suisse est en conflit avec ses cinq principaux partenaires commerciaux, elle ne peut occulter le problème.

Nous avons évoqué à plusieurs reprises les possibilités de voir les Etats se livrer à des dévaluations compétitives. De tous temps, le moyen le plus efficace à court terme pour soulager les tensions sur les budgets de la nation a été l'utilisation de création de monnaie. L'Etat a en effet, dans ses pouvoirs souverains, le droit d'émettre de la monnaie.

Dans des temps pas si éloignés, la confiance des citoyens et des banquiers était faible et ils acceptaient les billets de l'Etat uniquement s'ils étaient assortis d'une garantie réelle (en or, évidemment). Puis est venu le moment où les Etats se sont affranchis de ces contraintes car les populations vivaient dans une opulence de plus en plus grande. Le 15 août 1971, le président Nixon a décrété la fin de la convertibilité du dollar en or, ouvrant ainsi une boîte à malices qui nous a amenés à la crise financière et économique que nous connaissons.

Eh bien, nous ne sommes pas sortis du cercle vicieux. Lundi matin, la Chine a encore assoupli sa politique monétaire (baisse des réserves obligatoires des banques, ce qui leur permet de faire plus de crédit) et, de façon générale, on assiste à une nouvelle vague d'injections massives de liquidités dans le monde, en zone euro, en Angleterre, en Chine, au Japon...

Ce quantitative easing mondial va soutenir durablement les actifs à risque. La preuve : les bourses montent malgré tout ce qu'on peut raconter sur le moral des ménages ou des entreprises, sur la croissance faiblarde voire la récession dans de nombreux pays, dans le Billet Quotidien (©)... Les liquidités injectées le plus souvent sous forme de rachat d'obligation par les banques centrales se retrouvent encore beaucoup sur des dépôts faits par les banques auprès... des mêmes banques centrales ou sur des placements réputés sans risques, mais on sent qu'elles cherchent maintenant un meilleur rendement en se plaçant sur les actions ou sur d'autres actifs dits à risque. Il y a à nouveau beaucoup, beaucoup d'argent dans le système.

Ces masses d'argent qui nous inondent, que vont-elles provoquer ? Le pire : une hyperinflation, au mieux une inflation sous contrôle, et la perte de repère des consommateurs de tous les pays. Que vaut vraiment cet argent-là, ces dollars, euros, yens, yuans... ? L'argent est devenu si virtuel qu'il pourrait aussi disparaître d'un clic de souris !

« Si les investisseurs
restent majoritairement

investis sur les obligations
d'Etat et le monétaire,
ils doivent se préparer
à ce que leurs portefeuilles
soient ravagés
par l'inflation dans
les années à venir »

FRANCK JOSELIN

Source : Agefi Actifs du 10/16 février 2012

Articles reproduits par le cabinet DMF avec l'autorisation du CFC.

Les documents reproduits sont des œuvres protégées et ne peuvent à nouveau être reproduits sans l'autorisation du CFC.

DI
MAURIN
FINANCE

Société de Conseil en Gestion de Patrimoine SNC au Capital de 40 000 euros R.C.S. PARIS B 388 724 643 • N° de Gestion 92B096 •

Code APE 6622Z Carte Professionnelle n°T9503 délivrée par la Préfecture de Paris • "Garanties financières et Assurances de
responsabilité civile et professionnelle conformes aux Articles L530-1 et 2 du Code des Assurances" • Courtage d'Assurance ORIAS n° 07 002 321

Conseiller en Investissements Financiers n° D003812 Membre de la C.N.C.I.F. Chambre Nationale des Conseillers en Investissements Financiers –

Association agréée par l'AMF • Membre de la C.N.C.E.F. Chambre Nationale des Conseils Experts Financiers •

Membre de la F.C.I. Fédération Européenne des Conseils et Intermédiaires Financiers • Membre du S.N.P.I. Syndicat National des Professionnels Immobiliers